

# Le sommeil trouble de l'Allemagne

27.7.67

Il est un aspect de la politique étrangère de l'URSS qui a peu frappé les observateurs et qui devrait pourtant retenir l'attention : il s'agit de l'inefficacité et de la médiocrité de la politique menée du Kremlin, incapable de concevoir autre chose que le maintien d'un statu quo contraire à la nature des peuples.

La crise politique allemande et notamment le choix de M. Kiesinger comme chancelier fédéral, avait placé les Russes à la fin de 1966 dans une situation stratégique très favorable : en effet, M. Kiesinger, nouveau leader de la CDU, avait été de 1933 à 1945 un membre actif du parti nazi. Sa seule présence à la tête du gouvernement allemand devenait donc, s'il s'y maintenait, un symbole en mesure d'absoudre définitivement tous ceux qui avaient suivi Hitler. Or, tous les partis communistes ne cessent depuis 1948 de traiter les différents gouvernements qui se sont succédé en République Fédérale de « clique de revanchards nazis ». Cette propagande ne pouvait en aucun cas porter atteinte à l'œuvre d'Adenauer, dont on connaît bien l'hostilité vis-à-vis du nazisme et de Erhard qui, de tempérament libéral, n'a jamais en quoi que ce soit frayé avec les nazis.

## Occasion manquée

Mais voici qu'avec M. Kiesinger s'offrait aux pays de l'Est, la chance d'une fausse manœuvre des stratèges de la CDU. Ils avaient élu en la personne de M. Kiesinger un chef dont la carrière et la moralité auraient

dû cette fois provoquer l'hostilité unanime de tous les gouvernements communistes. Refuser tout dialogue avec l'Allemagne de M. Kiesinger, retirer leurs ambassadeurs de Bonn tant que le choix du parlement allemand n'aurait pas été modifié, telle devait être l'attitude naturelle de la diplomatie soviétique, si elle avait saisi le danger que représente M. Kiesinger pour l'avenir d'une Allemagne démocratique et voulu vraiment se débarrasser de lui. Par l'adoption de cette ligne de conduite, nul doute qu'ils auraient à la fois trouvé un terrain favorable dans le monde entier sur le plan moral pour cautionner cette politique et qu'ils auraient provoqué un grand choc en Allemagne même en faveur de la démocratie et du socialisme. La masse du peuple allemand aurait compris brutalement à la faveur de l'inéluctable et rapide démission de M. Kiesinger que l'avenir de ses bonnes relations avec l'Est et d'une hypothétique réunification, ne peut passer que par l'assainissement de la vie politique allemande. D'ailleurs, les Russes auraient ainsi certainement provoqué l'accession au pouvoir du parti social-démocrate, interlocuteur plus qualifié que la CDU pour un indispensable dialogue entre les deux Allemands.

## De certains échecs

Les Russes n'ont pas agi ainsi et portent la responsabilité de leurs échecs. Le fait de ne pas constituer vis-à-vis de la République Fédérale de M. Kiesinger

un front commun des pays de l'Est sur une base morale indiscutable a entraîné immédiatement le premier de ces échecs : l'établissement de relations diplomatiques normales entre Bucarest et Bonn et l'effritement de la doctrine Hallstein à rebours qu'Ulbricht avait imposé à ses partenaires de l'Est européen. Il a fallu des efforts sérieux de Moscou après une période caractéristique d'indécision pour que l'exemple de la Roumanie ne soit pas suivi par la Hongrie et la Bulgarie et une crise sérieuse qui connaîtra des rebondissements ultérieurs n'a été surmontée que de justesse entre pays communistes, victimes de l'agression nazie et dont la survie tient au statu quo des frontières et pays anciennement associés à l'axe.

Mais le plus important des échecs sociétiqués tient, à mon avis, dans l'évolution à terme de la mentalité politique allemande. Les premiers pas de M. Kiesinger ont été modestes et feutrés, car cet homme qui a su se faire une aussi bonne réputation dans les rangs des chemises brunes que dans ceux de la démocratie chrétienne, était bien conscient de ce que son avenir se jouait dans les premières semaines de son avènement. Boycotté par l'Est, alors qu'un des thèmes principaux de la grande coalition était justement l'ouverture à l'Est et que Moscou tient en main les clefs de la réunification allemande, il n'eût pu rester au pouvoir. Le fait que rien de ce genre ne se soit passé a déclenché en Allemagne une lame de fond en sa faveur.

Qu'on ne s'y méprenne pas, il faut regarder les choses bien en face et les Russes seront les premiers à regretter leur maladresse ; sous des dehors qui n'ont rien de menaçant, l'Allemagne a pris sans doute un tournant décisif qui se manifeste déjà par la consolidation du parti néo-nazi, le NPD, devenu en fait le troisième parti de la RFA ; et ceci est renforcé par une adhésion de plus en plus massive des Allemands à la personnalité de M. Kiesinger au détriment du leader social-démocrate ; ce dernier parti risque d'être la grande victime d'une coalition éphémère qui aura surtout servi à la CDU pour surmonter les défaillances de sa politique économique, à M. Kiesinger pour s'imposer au sein de son parti et du peuple allemand, lequel risque d'oublier le lourd passif de l'Allemagne hitlérienne péniblement appris pendant ces dernières vingt années. Après la période de rédemption, le processus de la bonne conscience et des véritables revendications nationalistes est engagé. Pour le moment l'opinion publique allemande n'a pas encore fait franchement le choix des idées-forces qui la mèneront et qui susciteront les leaders en mesure de la satisfaire. Elle dort d'un sommeil agité, gare à l'homme de son réveil. Mais si cela tourne mal, les Allemands ne seront pas les seuls à en porter la responsabilité et ceux qui la partageront avec eux seront les premiers à en souffrir les conséquences.